

Commission : Conseil économique et social

Question : Un nouveau système financier symbole d'équité et de stabilité

Auteur : France

La France est indubitablement l'une des plus grandes puissances européennes, aux côtés de l'Allemagne et de l'Angleterre, et le rang qu'elle occupe au niveau mondial – le 6^e – n'est pas sans susciter des envieux. Comme bon nombre de ses comparses européens, elle possède un système économique de type capitaliste, et la position centrale qu'elle occupe au sein de l'Union européenne fait que de nombreux biens et capitaux y transitent chaque jour. Elle héberge par ailleurs un grand nombre d'entreprises que l'on pourrait qualifier de « poids-lourds » du secteur économique, de même qu'un nombre non négligeable de « grosses fortunes ».

Au même titre que l'Allemagne et l'Angleterre, pour ne mentionner qu'elles, celle-ci s'est vue lourdement impactée par la crise économique de 2008 : le taux de chômage y a rapidement et fortement augmenté, jusqu'à parvenir à des seuils inquiétants, que l'on n'avait guère observés depuis une quinzaine d'années. De son côté, le PIB chutait (il ne retrouverait une croissance « satisfaisante » de + 1,3 % que l'an dernier, c'est-à-dire sur la période 2016-2017), tandis que l'inflation, quant à elle, augmentait de manière significative. De son côté, l'Angleterre voyait elle aussi son taux de chômage bondir sur la même période (+ 2 points), et les réponses apportées allaient principalement y être une inflation des prix et la récession – que l'on considère aujourd'hui comme étant la pire des cinquante dernières années. L'Allemagne, quant à elle, qui se trouvait bien sûr tout autant affectée, allait visiblement mieux s'en sortir, en parvenant à maintenir un taux de chômage très faible au sein de son territoire – mais ce, au prix de fortes coupes budgétaires appliquées à l'ensemble de ses services publics...

Même si la France est parvenue à maintenir le cap à un niveau honorable, notamment en raison de la consommation des ménages, la réponse de sa population ne s'est pas faite attendre : de nombreuses protestations et manifestations y ont vu le jour sur l'ensemble de son territoire, et le thème de l'emploi, présent sur bon nombre de bouches, s'est retrouvé rapidement propulsé au centre du débat et des discussions politiques. Il suffit pour s'en convaincre de repenser au fameux Discours du Bourget, prononcé en 2012 par notre président François Hollande, dans lequel il déclarait, pour mémoire, que son ennemie était la finance, ou encore au *leitmotiv* de « l'inversion de la courbe du chômage »...

Mais n'oublions pas que cette crise a, par ailleurs, généré une certaine (voire totale) incompréhension, pour ne pas dire « défiance », de la population vis-à-vis des pouvoirs politiques nationaux et européens, qui choisirent à cette époque de renflouer les banques au détriment des poches de leurs citoyens – c'est ainsi, du moins, qu'une bonne partie de la population semble l'avoir perçu. Et comment leur expliquer sans rougir que les bénéfices générés par les marchés et autres entreprises, par ailleurs en grande partie responsables de la crise, devraient exclusivement être perçus par les plus riches, lorsqu'on demande aux personnes les plus pauvres de se serrer la ceinture et d'accepter de « payer les pots cassés » des autres ? À l'heure où Oxfam publie un rapport indiquant que les 8 personnes les plus riches au Monde détiennent tout autant que la moitié des plus pauvres ? C'est l'instabilité de ce système, et sa profonde injustice, qui devraient aujourd'hui nous pousser à réfléchir et à prendre, ensemble, des mesures permettant d'y remédier. Sans quoi, les conséquences politiques et sociales à l'échelle du globe pourraient bien être dramatiques...

Le système économique et financier tel qu'on le connaît actuellement n'est pas raisonnable ; on parlait même, il y a quelques années de cela, en France, de « moraliser le capitalisme ». Et l'on peut légitimement se demander aujourd'hui qui croit encore aux vertus de la « Main invisible ». Faut-il rappeler que nous sommes toujours, tout autant que nous sommes, affectés par la crise de 2008 ? Et que nous en payons toujours aujourd'hui les conséquences ? L'inflation et l'augmentation du chômage continuent elles aussi de faire des ravages, *a fortiori* sur les classes les plus basses. Alors que faire ?

En France, sous les mandats successifs de Nicolas Sarkozy et François Hollande, nous avons fait tout notre possible pour sortir de la crise, et tâché de suivre les directives de Bruxelles, au même titre que nos confrères européens. Nous avons essayé la solution qui consistait à augmenter le montant des impôts, dans différents domaines, et les taxes prélevées à nos entreprises, mais ça n'a visiblement pas suffi, puisque ce n'est là que la partie émergée de l'iceberg, et que l'essentiel du problème se trouve être

dissimulé dans bon nombre de pays offrant des avantages fiscaux pour le moins contestables – ce n'est pas pour rien qu'on les désigne sous le nom de « paradis fiscaux » –, et devraient être aujourd'hui considérés comme étant ce qu'ils sont : fortement responsables de la situation actuelle, et une entrave à l'avènement d'un système économique-financier plus juste et plus stable.

Il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qui se fait déjà, et fonctionne, dans ce qu'on appelle communément les pays nordiques, et on arrive rapidement à la conclusion qu'il est aujourd'hui nécessaire que tous payent leurs impôts, proportionnellement à ce qu'ils perçoivent, bien sûr, et que l'heure n'est plus désormais à l'opacité mais à la transparence. Rien de révolutionnaire pourtant dans ce programme, étant donné que c'est simplement la stricte réglementation que l'on doit aujourd'hui s'efforcer d'appliquer et veiller à faire respecter, comme il a récemment été décidé de le faire dans le cas de la Suisse, par exemple, avec les résultats que l'on connaît. Et cela, dans le but que les plus grandes entreprises – dont on taira ici les noms étant donné que nous les connaissons tous –, soient enfin contraintes de payer les impôts qu'elles doivent, et que toutes les classes sociales, qui sont bien souvent leurs consommateurs, puissent en bénéficier. De plus, il faudrait, en Europe et dans le reste du monde, s'assurer de mieux contrôler et réguler l'ensemble des échanges commerciaux, afin que les classes les plus basses, qui en sont jusque-là exclues, puissent enfin en bénéficier.

En conclusion, au sortir de la première crise économique et financière majeure du 21^e siècle, il serait peut-être temps d'en tirer des leçons. Et le fait que les pays suivent individuellement les directives contraignantes d'instances comme l'Union européenne (c'est le cas par exemple de la Grèce) ou s'imposent à eux-mêmes et à leur population de nombreuses mesures d'austérité n'y changera pas grand chose. L'un des problèmes majeurs de la période que nous vivons est celui de l'évasion fiscale, et il serait grand temps de remédier. Car quiconque génère des profits devrait à son tour redistribuer une partie de ses bénéfices au reste de la population, qui en est bien souvent à l'origine, ne serait-ce que pour faire fonctionner nos différentes institutions sanitaires, sociales et autres... Pour parvenir à cet objectif, nous n'avons d'autre choix que de mieux contrôler et réguler banques et systèmes financiers, afin que ce système économique ne bénéficie plus qu'aux classes déjà privilégiées, mais à l'ensemble des populations, y compris les moins favorisés, et délaisser nos anciens modèles, dysfonctionnels, une bonne fois pour toutes, au profit de plus de transparence, d'équité et de stabilité, pour tous.